

Premier Rapport Annuel

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

1984-85



Disponible à l'adresse suivante:
C.P. 3425
Succursale "D"
Ottawa, Ontario, Canada
K1P 6L4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985
No. de catalogue OC 291-1/1985
ISBN 0-662-53902-8



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Lettre d'accompagnement | 01 |
| Les membres du Conseil d'administration de l'Institut | 03 |
| La création de l'Institut | 07 |
| La création des programmes | 08 |
| Le rapport du Vérificateur général | 11 |

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY
INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

le 31 juillet 1985

Le Très Honorable Joe Clark, C.P., Député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
Ottawa (Ontario)

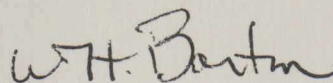
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le premier
rapport annuel de l'Institut canadien pour la paix et
la sécurité mondiales pour l'exercice qui prit fin le
31 mars 1985.

Ce rapport est accompagné du rapport du
Vérificateur général sur les comptes et les états
financiers de l'Institut.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

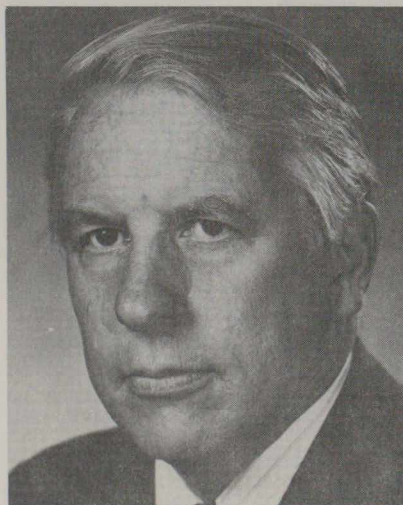


William H. Barton



William H. Barton

Président du Conseil,
Institut canadien pour la paix
et la sécurité mondiales;
Directeur de l'Association
canadienne des Nations Unies;
Membre du Comité consultatif sur
le statut de réfugié;
Président du Conseil d'administration
de l'Institut de formation et de
recherche des Nations Unies



Geoffrey A.H. Pearson

Administrateur délégué
Institut canadien pour la paix et
la sécurité mondiales;
Ancien Ambassadeur en URSS;
Ancien conseiller sur la limitation
des armements et le désarmement
auprès du Ministère des Affaires extérieures



Norman Alcock
Président du Mouvement
canadien pour une
fédération mondiale;
Fondateur du Canadian
Peace Research Institute



George Bell
Président du Cana-
dian Institute for
Strategic Studies;
Vice-président,
External Relations
and University
Development,
Université York;
ancien général de
brigade des Forces
armées canadiennes



W. Harriet Critchley
Professeur associé de sciences
politiques et directeur du
Strategic Studies Program et
du Northern Political Studies
Program, Université de
Calgary; Membre du Comité
de direction du Canadian
Military Colleges Advisory
Board; Membre du Conseil
d'administration du Conseil
Atlantique du Canada



Paul Desmarais
Président, Directeur
général, Power
Corporation du
Canada



Gwynne Dyer
Journaliste d'agence;
Spécialiste des affaires inter-
nationales et historien
militaire



William Epstein
Membre supérieur
spécial de l'Institut
de formation et de
recherche des
Nations Unies;
Président du
Canadian Pugwash
Group; Ancien
directeur de la
Division des Nations
Unies sur le
désarmement



Margaret Fulton
Présidente de l'Univer-
sité Mount St. Vincent,
Halifax; Directrice de
l'Institut Nord-Sud;
Ancienne présidente du
Groupe de travail
fédéral sur la micro-
électronique et l'emploi



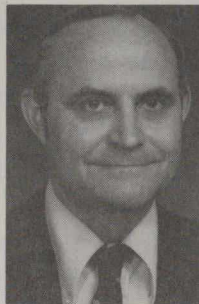
Albert Legault
Professeur de sciences politiques, Université Laval;
Ancien directeur général du Centre québécois de relations internationales



Joanna Miller
Directrice de Project Ploughshares; Directrice de la Gladys and Merrill Muttart Foundation; Ancienne présidente d'UNICEF Canada



Dennis McDermott
Président du Congrès du travail du Canada



John Sigler
Professeur de sciences politiques, Université Carleton, Ottawa; Vice-président de l'Association canadienne des Nations Unies; Ancien directeur, École Norman Patterson des Affaires internationales



Lois Wilson
Co-directrice, Forum oecuménique du Canada; Présidente, World Council of Churches; Ancien modérateur de l'Église Unie du Canada



Gerald Wright
Vice-président de la Fondation canadienne Donner; Président du Conseil Atlantique du Canada; Consultant auprès de la Max Bell Foundation; Membre du Conseil d'administration du Hillfield Strathallan College

LA CRÉATION DE L'INSTITUT

« Pour assainir le climat entre les nations, il faut des connaissances, de l'imagination et la volonté ferme de trouver des solutions. Conscient de l'inquiétude des Canadiens face aux tensions internationales actuelles, le gouvernement créera un centre financé par les deniers publics qui aura pour mission de recueillir, de classer et d'analyser l'énorme quantité de données actuellement disponibles sur les questions de défense et de contrôle des armements. Toute idée ou solution nouvelle, quelle que soit sa provenance, sera accueillie et diffusée. »

Discours du trône
7 Décembre 1983

Cette citation du discours du trône qui a inauguré la deuxième session de la 32^e législature du Canada rend compte des origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Suite au discours du trône, le Premier Ministre a consulté les Chefs des Partis d'opposition au cours du printemps 1984, relativement à la nature et aux fonctions de l'Institut. Ces échanges leur ont permis de s'entendre sur la majorité des points et à la mi-avril, le projet de loi a été soumis à la Chambre des communes. Le Comité permanent sur les Affaires extérieures et la Défense nationale s'est penché sur le projet de loi au cours des mois de mai et juin et a présenté son rapport à la Chambre le 26 juin, après avoir entendu plus de 40 témoins. D'après la correspondance reçue par le Comité et les témoignages entendus au cours de ces audiences, il semble que la population était en général favorable à ce que l'Institut proposé soit indépendant et objectif dans son approche.

Deux mesures précises ont été prises pour assurer l'indépendance de l'Institut. Tout d'abord, on a précisé que les membres de l'Institut seraient nommés parmi des personnes proposées par un large éventail d'organismes non-gouvernementaux (énumérés dans une liste présentée en annexe de la loi) « après consultation par le ministre (désigné), du chef de l'Opposition à la Chambre des communes et des Chefs des autres partis reconnus à la Chambre des communes . . . » Deuxièmement, la loi comporte une disposition spéciale relative au financement de l'Institut. Il s'ensuit que le Ministre des Finances verse directement à l'Institut chaque année des crédits provenant du Fonds du revenu consolidé, dont le montant doit passer de 1 million et demi de dollars au cours de l'exercice 1984-85 à 5 millions de dollars au cours de l'exercice 1988-89. Au cours de chaque exercice ultérieur, l'Institut recevra 5 millions de dollars « ou toute somme supérieure qui peut être affectée par le Parlement ».

Le 28 juin 1984, le Projet de Loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, a été adopté à l'unanimité par la Chambre des communes qui charge l'Institut de la mission suivante:

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits, ainsi que:

- a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales;
- b) de stimuler les travaux de haut niveau en matière de paix et de sécurité mondiales;
- c) de faire des études et proposer des idées et politiques pour le progrès de la paix et de la sécurité mondiales;
- d) de recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

La loi est officiellement entrée en vigueur le 15 août 1984 et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a été désigné Ministre responsable de l'Institut, aux fins de la loi. Le même jour ont été nommés quatorze des dix-sept membres du conseil d'administration de l'Institut.

Le 1^{er} octobre 1984, le conseil d'administration a élu comme président M. William H. Barton. Le 8 décembre 1984, le conseil a recommandé au gouvernement qui l'a acceptée la nomination de M. Geoffrey A.H. Pearson, ancien ambassadeur en URSS, comme membre du conseil d'administration et au poste de premier administrateur délégué. M. Pearson est entré en fonction le 1^{er} janvier 1985. Les deux sièges vacants du conseil seront probablement occupés par des membres choisis parmi des ressortissants de pays étrangers.

Le conseil d'administration s'est réuni à sept reprises entre le mois d'octobre 1984 et le 31 mars 1985 et a constitué des comités chargés de collaborer avec l'Administrateur délégué afin de mettre sur pied des programmes qui répondent à la mission de l'Institut.

LA CRÉATION DES PROGRAMMES

Le personnel et les locaux

À la fin du mois de mars 1985, le personnel de l'Institut comptait huit membres; il en comptera environ une vingtaine vers la fin du premier semestre. Au personnel de base viendront se joindre des étudiants, des membres associés provenant de diverses professions, et des chercheurs universitaires, ainsi que des collaborateurs engagés sous contrat à court terme. On a choisi, au départ, de mettre en place un personnel de base et de faire appel à un personnel « alternant » afin de doter l'Institut de sa propre base de compétences tout en encourageant un brassage d'idées et d'expériences.

À la fin de l'exercice, l'Institut n'avait toujours pas d'adresse définitive après avoir emménagé pour la deuxième fois dans des locaux temporaires au centre-ville d'Ottawa. Le 1^{er} mai 1985, l'Institut a emménagé dans ses locaux permanents installés dans une maison historique, au 307 de la rue Gilmour à Ottawa. Ces locaux témoignent bien du caractère et des fonctions uniques de l'Institut.

Définition des programmes

Les fonctions de l'Institut sont étroitement liées les unes aux autres. La recherche est surtout utile quand elle parvient à déboucher sur les domaines de l'éducation et de la politique. La collecte et la diffusion d'informations sont de peu d'utilité si elles ne prennent pas appui sur une recherche objective et compétente. Pour les mêmes raisons, l'étude des idées et des politiques nouvelles est stérile si elle ne peut s'inspirer de recherches plus approfondies. C'est pourquoi, l'Institut travaille à la mise au point de trois programmes particuliers et interdépendants consacrés respectivement à la recherche, aux affaires publiques et aux systèmes d'information.

Le programme de recherche

De par la loi, il incombe à l'Institut

« de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales. »

Le programme de recherche a été conçu de manière à permettre la mise en œuvre de premiers projets de recherche tandis que le personnel élabore une structure de recherche à long terme. Les premiers projets porteront sur des sujets tels que la réponse du Canada à l'Initiative de défense stratégique, le renouvellement prochain de l'accord NORAD et la signification et le contenu de la notion de « éducation à la paix » au Canada et à l'étranger. L'Institut publiera une série de cahiers qui seront produits soit par le personnel de l'Institut lui-même, soit par des chercheurs compétents, engagés sous contrat. Ces cahiers seront des monographies d'environ 20 000 mots destinées aux spécialistes de divers domaines.

À plus long terme, le programme de recherche de l'Institut sera fonction de décisions à venir relativement à une publication annuelle et au choix des thèmes. Par exemple, le programme de recherche pour 1985-86 s'intéresse aux réactions du Canada et des pays alliés aux différentes doctrines de dissuasion. Une grande conférence doit avoir lieu sur ce sujet au mois d'octobre 1985. Par la suite, la recherche portera sur d'autres thèmes et s'étendra sur une période pouvant durer de deux à trois ans. En plus de ces activités à long terme, le personnel de recherche produira des exposés et des bulletins et se chargera de répondre aux demandes du public.

L'Institut administre également un programme de subventions à la recherche. Au cours de la première année, l'Institut a l'intention d'accepter un certain nombre de demandes de financement. À plus long terme, cependant, l'Institut cherchera à conjuguer son programme de subventions avec les recherches internes de l'Institut tout en accordant son appui aux institutions canadiennes qui œuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité mondiales.

Les programmes destinés au public

La loi donne pour mission à l'Institut de

« diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales. »

L'Institut a procédé à des consultations au Canada afin de définir quelles devraient être l'orientation et la portée à donner à ceux de ses programmes qui sont destinés au public. Il a commencé à mettre des fonds à la disposition des organismes non gouvernementaux et des particuliers s'intéressant aux questions qui relèvent du mandat de l'Institut. À l'avenir, l'Institut accordera également son appui aux auteurs de propositions allant dans le même sens que ses projets de recherche, afin que les programmes de recherche et les programmes destinés au public contribuent conjointement à éveiller dans la population un intérêt pour les questions de paix et de sécurité. Au cours des mois à venir, l'Institut mettra au point les critères détaillés et les méthodes d'application de ces deux programmes.

L'Institut encouragera les débats publics au Canada par l'entremise d'un programme de publication destiné à faire mieux connaître et comprendre par le grand public les questions relatives à la paix et à la sécurité. L'Institut publiera une série de brefs articles de vulgarisation qui contiendront des informations de base sur certains sujets particuliers, ainsi qu'un bulletin qui informera la population canadienne des événements récents et en fera l'analyse. L'Institut organisera des conférences, des colloques et des ateliers afin de provoquer des échanges d'idées, augmenter les connaissances et diffuser les informations dans le grand public.

Les systèmes d'information

La loi donne à l'Institut la capacité de

« constituer . . . une bibliothèque et des centres . . . de données en vue de recherches et d'autres activités relatives à sa mission et coopérer avec toutes les bibliothèques et tous les établissements du genre déjà en place. »

L'Institut a entamé une collection d'ouvrages, de journaux et de documents dans le but de mettre sur pied un petit centre de documentation interne. Il a énormément bénéficié des grandes compétences que l'on trouve dans les bibliothèques et établissements du gouvernement de la région de la capitale nationale. L'Institut entreprendra une enquête afin de déterminer les besoins et les capacités des bibliothèques et des établissements spécialisés du pays. Les résultats de cette enquête permettront à l'Institut de faire le meilleur usage possible de ses ressources d'information.

À long terme, l'Institut étudiera éventuellement la possibilité de mettre au point un répertoire reconnu à l'échelle internationale des termes utilisés en matière de paix et de sécurité. Ce répertoire facilitera la création d'une base de données électronique dont le rôle sera de répondre rapidement aux besoins en matière de recherches et d'informations utiles au Canada et, par la suite, à d'autres pays. Il permettra peut-être aussi de s'assurer la collaboration des organismes internationaux qui œuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité.

La mise en œuvre du mandat

Au cours des mois à venir, l'Institut continuera de travailler à mettre en pratique son mandat et à définir la structure et l'orientation de ses programmes. Bien qu'il souhaite rester à l'écoute des besoins et des attentes de la population, l'Institut cherchera également à définir ses plans et priorités propres.

Le but de l'Institut est de devenir un centre de recherche, de débat et de diffusion des opinions provenant de sources très diverses, mais il ne veut pas se contenter d'être un catalyseur passif de dialogue et de compromis. Sa mission exige aussi qu'il propose des politiques et des idées, même si, en règle générale, il ne s'identifiera pas à une solution particulière aux problèmes d'actualité. L'Institut croit plutôt que c'est par la création et le maintien de normes élevées en matière de recherches et d'études consacrées à diverses idées, qu'il sera en mesure de réunir les meilleures conditions pour un débat informé.



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

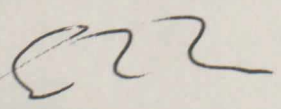
L'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales
et
Le très honorable Charles Joseph Clark, C.P., député
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada, et de l'évolution de la situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Institut dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et aux règlements administratifs provisoires de l'Institut.

pour le Vérificateur général du Canada


E.R. Rowe, C.A.
Sous-vérificateur général

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

Bilan au 31 mars 1985

ACTIF

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| Actif à court terme | |
| Encaisse et dépôt à terme | \$ 224,330 |
| Bons du Trésor du Canada | 1,026,247 |
| Intérêt couru | 26,147 |
| Frais payés d'avance | <u>51,829</u> |
| | <u>1,328,553</u> |
| | |
| Immobilisations, au prix coûtant | |
| Mobilier et matériel de bureau | 4,482 |
| Moins: l'amortissement cumulé | <u>897</u> |
| | <u>3,585</u> |
| | <u>\$1,332,138</u> |

PASSIF

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Passif à court terme | |
| Créditeurs et frais courus | \$ 96,183 |

AVOIR DU CANADA

| | |
|-----------------|--------------------|
| Avoir du Canada | <u>1,235,955</u> |
| | <u>\$1,332,138</u> |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

William H. Barton
le Président du Conseil

Geoffrey A.H. Pearson
l'Administrateur
délégué

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

État des résultats et de l'avoir du Canada pour la période première de six mois terminée le 31 mars 1985

DÉPENSES

| | |
|-----------------------------------|--------------|
| Conseil d'administration | \$ 132,704 |
| Administration | 108,049 |
| Direction | 33,276 |
| Recherche | 28,484 |
| Programmes publics | 14,200 |
| Systèmes d'information de gestion | <u>9,509</u> |
| | 326,222 |

REVENU

| | |
|--|--------------------|
| Intérêt créditeur | <u>62,177</u> |
| Coût net de l'exploitation | 264,045 |
| Crédit parlementaire | <u>1,500,000</u> |
| Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation, qui représente l'avoir du Canada à la fin de la période | <u>\$1,235,955</u> |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

État de l'évolution de la situation financière pour la période première de six mois terminée le 31 mars 1985

PROVENANCE DES FONDS

| | |
|---|------------------|
| Exploitation | |
| Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation | \$1,235,955 |
| Élément n'exigeant pas de sortie de fonds | |
| Amortissement | <u>897</u> |
| Fonds provenant de l'exploitation | 1,236,852 |
| Augmentation des crédateurs et frais courus | <u>96,183</u> |
| | <u>1,333,035</u> |

UTILISATION DES FONDS

| | |
|--|--------------------|
| Augmentation de l'intérêt couru | 26,147 |
| Augmentation des frais payés d'avance | 51,829 |
| Acquisition de mobilier et de matériel de bureau | <u>4,482</u> |
| | <u>82,458</u> |
| Augmentation de l'encaisse et des quasi-espèces au cours de la période et solde à la fin de la période | <u>\$1,250,577</u> |

Le solde renferme du comptant, des dépôts à terme et des bons du Trésor.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

**INSTITUT CANADIEN
POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES**

**Notes afférentes aux états financiers
du 31 mars 1985**

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été constitué en juin 1984 sous l'empire de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et il a commencé son exploitation le 1^{er} octobre 1984. L'Institut est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits, ainsi que :

- a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales;
- b) de stimuler les travaux de haut niveau en matière de paix et de sécurité mondiales;
- c) de faire des études et proposer des idées et des politiques pour le progrès de la paix et de la sécurité mondiales;
- d) de recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

Lors de sa période première de six mois l'Institut a surtout fait converger ses efforts sur l'établissement dans l'ensemble de son administration.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et ils sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%.

Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard du service courant. Ces contributions représentent la dette totale de l'Institut au titre du Régime de pensions de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses encourues au cours de la période où sont rendus les services des employés.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est porté aux comptes lorsqu'il est reçu.

3. Engagement

Après la fin de l'exercice, l'Institut a conclu un bail de cinq ans pour la location de bureaux. L'Institut peut renouveler ce bail pour une période supplémentaire de cinq ans. Le loyer annuel minimum pour les cinq exercices prochains s'élève à \$120,000.

CA1
EA720
A55
1984/85
DOCS

First Annual Report

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

1984-85

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 7 1985

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Order from:
P.O. Box 3425
Station 'D'
Ottawa, Ontario
K1P 6L4

© Minister of Supply and Services Canada 1985
Cat. No. CC291-1/1985
ISBN 0-662-53902-8

TABLE OF CONTENTS

| | |
|--|----|
| Letter of Transmittal | 01 |
| Members of the Institute's Board of Directors | 03 |
| Creation of the Institute | 07 |
| The Establishment of Programmes | 08 |
| Auditor General's Report | 11 |

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY
INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITE MONDIALES

31 July 1985

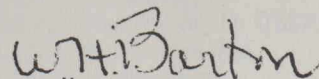
The Right Honourable Joe Clark, P.C., M.P.,
Secretary of State for External Affairs
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Clark,

I have the honour of presenting the first Annual
Report of the Canadian Institute for International Peace
and Security for the fiscal year ending 31 March 1985.

Also included is the report of the Auditor General
on the accounts and financial statements of the Corporation.

Yours sincerely,



William H. Barton
Chairman

P.O. Box 3425
Station 'D'
Ottawa, Canada K1P 6L4

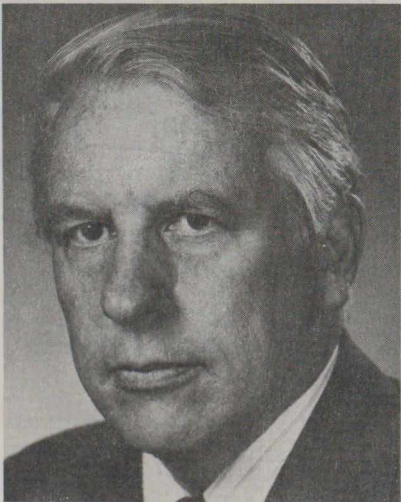
Tel.: (613) 990-1593

C.P. 3425
Succursale 'D'
Ottawa, Canada K1P 6L4

Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security



William H. Barton
Chairman of the Board,
Canadian Institute for
International Peace and
Security; Director,
United Nations
Association in Canada;
Member, Refugee Status
Advisory Committee;
Chairman of the Board
of Trustees, United
Nations Institute for
Training and Research



Geoffrey A.H. Pearson
Executive Director,
Canadian Institute for
International Peace and Security;
Former Canadian Ambassador to the USSR;
Former Adviser on Arms Control and
Disarmament in the Department of
External Affairs

Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security



Norman Alcock
President, World
Federalists of Canada,
Founder of the Canadian
Peace Research Institute



George Bell
President, Canadian
Institute of Strategic
Studies; Vice-
President, External
Relations and
University Develop-
ment, York Univer-
sity; Former
Brigadier-General,
Canadian Armed
Forces



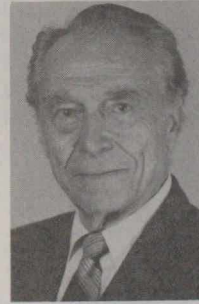
W. Harriet Critchley
Associate Professor of
Political Science and,
Program Director for the
Strategic Studies and
Northern Political Studies
programs, University of
Calgary; Member, Executive
Committee, Canadian
Military Colleges Advisory
Board; Member, Board of
Directors, Atlantic Council of
Canada



Paul Desmarais
Chairman and Chief
Executive Officer,
Power Corporation
of Canada



Gwynne Dyer
Syndicated columnist;
International Affairs
Journalist and Military
Historian



William Epstein
Senior Special
Fellow, United
Nations Institute for
Training and
Research; Chairman,
Canadian Pugwash
Group; Former
Director, United Na-
tions Disarmament
Division



Margaret Fulton
President, Mount
St. Vincent
University, Halifax,
Director, North/South
Institute; Former
Chairperson, Federal
Task Force on Micro-
Electronics and
Employment

Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security



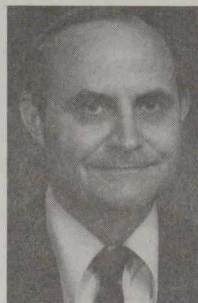
Albert Legault
Professor of Political
Science, Laval
University; Former
Director General,
Centre québécois de
relations
internationales



Joanna Miller
Director, Project
Ploughshares;
Director, the Gladys
and Merrill Muttart
Foundation; Former
President, UNICEF
Canada



Dennis McDermott
President, Canadian
Labour Congress



John Sigler
Professor of Political
Science, Carleton
University, Ottawa;
Vice-President,
United Nations
Association in
Canada; Former
Director, Norman
Paterson School of
International Affairs



Lois Wilson
Co-Director,
Ecumenical Forum of
Canada; President, World
Council of Churches;
Former Moderator of the
United Church of Canada



Gerald Wright
Vice-President,
Donner Canadian
Foundation;
President, the
Atlantic Council of
Canada; Consultant
Max Bell Foundation;
Member, Board of
Governors, Hillfield
Strathallan College

THE CREATION OF THE INSTITUTE

. . . Improving the climate among nations requires knowledge, creativity, and a determination to find solutions. Reflecting Canada's concern about current international tensions, the Government will create a publicly funded centre to gather, collate and digest the enormous volume of information now available on defence and arms control issues. Fresh ideas and new proposals, regardless of source, will be studied and promoted.

Speech from the Throne
7 December 1983

These words, taken from the Speech from the Throne opening the Second Session of the Thirty-Second Parliament of Canada, explain the origins of the Canadian Institute for International Peace and Security.

Following the Throne Speech, in the Spring of 1984, the Prime Minister and the Leaders of the Opposition parties exchanged correspondence about the nature and functions of the Institute. A large measure of agreement was achieved through this exchange and in mid-April legislation was introduced in the House of Commons. The Standing Committee on External Affairs and National Defence examined the Bill during May and June and submitted its report to the House on 26 June, after hearing more than forty witnesses. In the correspondence and throughout the Committee proceedings, there was general acceptance of the principle that the proposed Institute should be independent and objective in its approach.

Two specific measures were undertaken to ensure the Institute's independence. It was provided that the Directors of the Institute be appointed from among nominees suggested by a wide range of non-governmental organizations (listed in a schedule attached to the Act) "after consultation by the (designated) Minister with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the Leader of every other recognized party in the House of Commons . . ." Second, specific provision was made in the legislation for the funding of the Institute. As a result, the Minister of Finance directly pays to the Institute an annual appropriation out of the Consolidated Revenue Fund, beginning with \$1.5 million for fiscal year 1984/85 and rising to \$5 million in 1988/89. In each fiscal year thereafter, the Institute is to be paid \$5 million "or such greater amount as may be appropriated by Parliament."

On 28 June 1984, Bill C-32, an act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security was adopted unanimously by the House of Commons with the following mandate:

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective, with particular emphasis on arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and to

- a) foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security;
- b) promote scholarship in matters relating to international peace and security;
- c) study and propose ideas and policies for the enhancement of international peace and security; and
- d) collect and disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

On 15 August 1984 the legislation officially came into force and the Secretary of State for External Affairs was designated as the Institute's Minister for purposes of the Act. On the same day, fourteen persons were appointed to the Institute's eventual seventeen member Board.

On 1 October 1984, the Board of Directors elected William H. Barton as Chairman. On 8 December 1984, the Board recommended and the Government approved, the appointment of Geoffrey A. H. Pearson, former Canadian Ambassador to the USSR, as a member of the Board and the first Executive Director of the Institute. He assumed his duties on 1 January 1985. The remaining two vacancies on the Board are likely to be filled by nominees from other countries.

The Board of Directors met seven times from October 1984 to 31 March 1985. Committees of the Board have been established to work with the Executive Director to translate the mandate of the Institute into specific programmes.

ESTABLISHMENT OF PROGRAMMES

Staffing and Premises

The Institute had a staff of eight at the end of March 1985; this number will increase to about twenty by mid-year. The core staff will be supplemented by student interns, professional and post-doctoral fellows and short-term contract employees. This initial approach of "revolving" and "core" staffing is intended to allow for the development of a body of in-house expertise, and simultaneously, encourage exposure to a wide variety of ideas and experience.

At fiscal year end, the Institute was in its second set of temporary quarters in an office tower in downtown Ottawa. On 1 May 1985 the Institute moved to its permanent location in a heritage house at 307 Gilmour Street in Ottawa, quarters which reflect well the unique character and functions of the Institute.

Programme Definition

The functions of the Institute are closely related. Research is most valuable when it finds its way into education and public policy. The gathering and dissemination of information is of little use unless it is based on objective and qualified research. So too the study of new ideas and policies is likely to be abortive without the application of larger scholarly resources. As a result, the Institute is concentrating upon developing three specific and inter-related programmes in research, public affairs and information systems.

Research Programme

The Act mandates the Institute

to foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security.

The research programme has been designed to allow some initial research projects to begin while the staff develops a long-term research design. The initial projects will deal with such topical subjects as the Canadian response to the Strategic Defence Initiative, the prospective renewal of NORAD, and the meaning and content of "Peace Education" in Canada and in other countries. The Institute will undertake an Occasional Paper series which will be produced either by the Institute staff or on contract with suitably qualified researchers. The Occasional Papers will be monographs of approximately 20,000 words intended for specialists in the field.

For the longer term, the research programme of the Institute will depend on decisions to be taken about an annual publication and the choice of themes. For example, in 1985-86 the research programme is concentrating on Canadian and Allied responses to doctrines of deterrence. In October 1985 a major conference on this subject will be held. Thereafter, themes will focus the research work for periods of perhaps two or three years. In addition to these longer-term activities, the research staff will support the production of background papers, newsletters and responses to inquiries from the public.

The Institute also administers a research grant programme. In the first year, the Institute intends to respond positively to a variety of proposals for funding. Over the longer term, however, the Institute will seek to develop a granting strategy that complements the internal research of the Institute while strengthening the Canadian institutions operating in the field of international peace and security.

Public Programmes

The legislation instructs the Institute to

disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

The Institute has sought the views of Canadians on the direction and scope of its public programmes, and has begun to make funds available to non-governmental organizations and individuals concerned with issues within the Institute's mandate. In the future it will also encourage applicants whose proposals relate to the research interests of the Institute so that the research and public programmes will be mutually supportive in developing public knowledge of peace and security issues. Over the coming months detailed criteria and application procedures will be developed for both programmes.

The Institute will encourage debate in Canada through a publishing programme designed to increase public knowledge and understanding of peace and security issues. A series of short papers written for the non-expert, interested public will provide background information on specific topics, and a newsletter will bring Canadians up-to-date on recent events and provide some analysis of them. Conferences, seminars and workshops will bring people together with a view to exchanging ideas, expanding knowledge, and disseminating the results widely.

Information Systems

The Act empowers the Institute to

establish . . . a library and . . . data centre . . . for research and other activities relevant to its purpose and cooperate with all such existing libraries and facilities.

The Institute has started to build a collection of books, journals and materials which will eventually comprise a small in-house resource centre. It has greatly benefitted from the wealth of expertise which exists in the libraries and government institutions in the National Capital Region. A survey to assess the needs and capabilities of libraries and specialized institutes across the country will be undertaken. The results will help the Institute make the most effective use of its information resources.

Over the longer term, the Institute may consider developing an internationally accepted index of terms on peace and security. Such an index would facilitate the creation of an electronic data base designed to respond promptly to both research and educational needs in Canada and, ultimately, in other countries. It might also offer an opportunity for continuing cooperation with international institutions in the field of peace and security.

The Translation of Mandate Into Programmes

The process of converting the Institute's mandate into concrete programmes and giving these shape and direction will continue over the coming months. While remaining responsive to public demands and expectations it will also begin to set its own agenda and priorities.

The Institute's goal is to establish a reputation as a centre for research and for the discussion and dissemination of views from a wide spectrum of sources, but it cannot simply be a passive facilitator of dialogue and compromise. Its mandate also requires it to "propose" policies and ideas, although it will not as a rule advocate single solutions to current issues. Rather it is hoped that the creation and maintenance of high standards of investigation and the exploration of a variety of ideas can provide the best basis for informed debate.



AUDITOR'S REPORT

To the Canadian Institute for International Peace and Security
and
To the Right Honourable Charles Joseph Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs

I have examined the balance sheet of the Canadian Institute for International Peace and Security as at March 31, 1985 and the statements of operations and equity of Canada, and changes in financial position for the initial six-month period then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Institute as at March 31, 1985 and the results of its operations and the changes in its financial position for the initial six-month period then ended in accordance with generally accepted accounting principles consistently applied.

Further, in my opinion, the transactions of the Institute that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with the Financial Administration Act and regulations, the Canadian Institute for Peace and Security Act and the provisional by-laws of the Institute.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'ER Rowe'.

E.R. Rowe, C.A.
Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
May 30, 1985

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

Balance Sheet as at March 31, 1985

ASSETS

Current

| | |
|-----------------------|------------------|
| Cash and term deposit | \$ 224,330 |
| Canada treasury bills | 1,026,247 |
| Accrued interest | 26,147 |
| Prepaid expenses | 51,829 |
| | <u>1,328,553</u> |

Fixed assets, at cost

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| Office furniture and equipment | 4,482 |
| Less: accumulated depreciation | 897 |
| | <u>3,585</u> |
| | <u>\$1,332,138</u> |

LIABILITIES

Current liabilities

| | |
|--|-----------|
| Accounts payable and accrued liabilities | \$ 96,183 |
|--|-----------|

EQUITY OF CANADA

| | |
|------------------|--------------------|
| Equity of Canada | <u>1,235,955</u> |
| | <u>\$1,332,138</u> |

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

Approved by:

William H. Barton
Chairman of the Board

Geoffrey A.H. Pearson
Executive Director

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

**Statement of Operations and Equity of Canada
for the initial six-month period ended March 31, 1985**

EXPENSES

| | |
|---------------------|--------------|
| Board of Directors | \$ 132,704 |
| Administration | 108,049 |
| Executive | 33,276 |
| Research | 28,484 |
| Public Programs | 14,200 |
| Information Systems | <u>9,509</u> |
| | 326,222 |

REVENUE

| | |
|-----------------------------|------------------|
| Interest Income | <u>62,177</u> |
| Net cost of operations | 264,045 |
| Parliamentary appropriation | <u>1,500,000</u> |

Excess of parliamentary appropriation over net cost of operations, which represents equity of Canada at end of the period \$1,235,955

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

Statement of Changes in Financial Position
for the initial six-month period ended March 31, 1985

SOURCES OF FUNDS

| | |
|--|---------------|
| Operations | |
| Excess of parliamentary appropriation over net cost of operations | \$1,235,955 |
| Item not requiring an outlay of funds | |
| Depreciation | <u>897</u> |
| Funds provided by operations | 1,236,852 |
| Increase in accounts payable and accrued liabilities | <u>96,183</u> |
| | 1,333,035 |

USE OF FUNDS

| | |
|--|--------------------|
| Increase in accrued interest | 26,147 |
| Increase in prepaid expenses | 51,829 |
| Acquisition of office furniture and equipment | <u>4,482</u> |
| | <u>82,458</u> |
| Increase in cash and cash equivalents during the period and balance at end of period | <u>\$1,250,577</u> |

The balance includes cash, term deposits and Treasury Bills

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

**CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL
PEACE AND SECURITY**

**Notes to Financial Statements
March 31, 1985**

1. Authority and operations

The Institute was established in June 1984 under the Canadian Institute for International Peace and Security Act and commenced operations on October 1, 1984. It is a Crown corporation named in Part I of Schedule C of the Financial Administration Act.

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective with particular emphasis on arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and to:

- (a) foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security;
- (b) promote scholarship in matters relating to international peace and security;
- (c) study and propose ideas and policies for the enhancement of international peace and security; and
- (d) collect and disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

In its initial six-month period the Institute has primarily focused on the establishment of its overall administration.

2. Significant accounting policies

Fixed assets

Office furniture and equipment are recorded at cost and are depreciated on the straight-line basis at an annual rate of 20%.

Pension plan

Employees participate in the Public Service Superannuation Plan which is administered by the Government of Canada. The Institute's contributions are equal to the contributions paid by its employees in respect of current services. These contributions represent the total liability of the Institute in respect of the pension plan and are recorded as expenses in the same period as the employees' services are rendered.

Parliamentary appropriation

Parliamentary appropriation is recorded in the accounts when received.

3. Commitment

Subsequent to year end, the Institute entered into a five-year lease agreement for the rental of office premises. The Institute can renew the lease agreement for an additional five-year period. The minimum annual rent for the next five years is \$120,000.